

POUR UN FRONT POPULAIRE

par Paul Mason

Pour lutter efficacement contre la résurgence de la droite, nous devons comprendre ses moteurs. Il ne s'agit pas des performances économiques, mais bien de l'incohérence narrative du modèle économique.

Avant 2008, la doctrine néolibérale affirmait qu'il n'y avait pas d'alternative au marché, que la situation resterait la même pour toujours, avec de légères améliorations d'année en année. Après 2008, le discours a changé pour devenir : « la situation sera toujours la même, voire légèrement pire ». Les banques centrales maintiennent l'économie mondiale sous respirateur artificiel depuis plus de dix ans maintenant. Mais cela ne peut pas fonctionner pour une idéologie. Le cerveau humain exige de la cohérence. Et un marché libre qui ne fonctionne que pour les banques, les spéculateurs immobiliers et les monopoles technologiques manque de cohérence narrative.

Dans mon livre, *Clear Bright Future: A radical defence of the human being*, j'explique que le nœud de cette crise ne se trouve ni dans la politique ni dans l'économie, mais bien dans le « moi ».

Je suis d'avis que le néolibéralisme n'est pas une doctrine, mais un système objectif : sa principale caractéristique est l'introduction de normes de comportement propre au marché dans tous les aspects de la vie humaine. Depuis le milieu des années 2000, il est devenu de plus en plus coercitif, passant outre la volonté du peuple, exprimée démocratiquement dans des démocraties matures, contre l'austérité, la privatisation et la croissance des inégalités.

Selon Paul Mason, s'inspirant des années 1930, la gauche optimisera l'impact électoral du vote progressiste en formant une alliance "rouge-rouge-verte" autour d'un agenda commun mais limité.

Le plus grand défi des #Progressistes : former une coalition "rouge-rouge-verte" réunissant les sociaux-démocrates, les Verts et l'extrême gauche selon @paulmasonnews



L'erreur stratégique de la Social-démocratie européenne n'a pas seulement été – comme avec Tony Blair – d'accepter la permanence des effets du néolibéralisme. C'est nous qui avons décidé de consacrer l'économie néolibérale dans le traité de Lisbonne.

Depuis 2008, alors que l'ordre géopolitique commence à se fragmenter, nous pouvons voir que des superpuissances économiques rivales poursuivent leurs intérêts souverains : la Chine, avec ses manipulations monétaires et sa projection de « soft power » avec la route de la soie, la Russie avec ses annexions et la guerre hybride qu'elle mène contre les démocraties, les États-Unis avec leur tournant isolationniste pendant la guerre civile syrienne et avec la guerre commerciale qu'ils mènent depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

L'Europe, cet immense bloc économique de 500 millions de citoyens très instruits, est incapable de répondre à l'émergence de la politique des grandes puissances, et pas seulement parce que ses institutions coexistent avec des institutions nationales traditionnelles fortes.

Le traité de Lisbonne incarne une vision qui est celle d'un marché libre non seulement pour l'Europe, mais aussi pour le reste du monde. Le vieux continent est devenu le terrain de jeux de forces économiques soutenues par l'État, de Huawei – en position de monopole – à Google et Facebook, en passant par les capitaux fébriles générés par le crime organisé lié à la Russie.

Lorsque les gens se demandent « comment Jeremy Corbyn est parvenu à sortir son épingle du jeu » en ralliant un demi-million de citoyens et en passant de 25 % dans les sondages à un score de 40 % un mois plus tard à l'issue du scrutin, je réponds : c'est parce que le traité de Lisbonne n'est pas gravé dans sa tête.

Quel que soit votre avis sur le Brexit – je suis personnellement contre – la relation partiellement défaite de la Grande-Bretagne avec le projet d'une Union toujours plus étroite s'avère un avantage pour notre Social-démocratie.



© shutterstock

| Si vous regardez le parti travailliste britannique, c'est en réalité une sorte de « Front populaire ».

Donc si la Gauche veut présenter un programme commun, ce dernier doit être radical. En bref, il faut sortir le traité de Lisbonne de notre esprit et, dans le cas de la Social-démocratie allemande, mettre de côté le principe de Bad Godesberg, à savoir « le marché autant que possible, l'intervention publique autant que nécessaire ». Nous vivons dans une économie mondialisée, mais toutes les autres grandes puissances suivent une « politique du chacun pour soi », où elles jouent avec le système pour rejeter les difficultés sur l'acteur le plus faible.

Malheureusement, en l'occurrence, l'acteur le plus faible est l'Europe, en raison de ses traités fondamentaux qui l'empêchent de protéger ses industries, de promouvoir les aides d'État et la propriété publique, et d'exercer une souveraineté technologique. Les élites des puissants pays européens se déchargent eux aussi de leurs contraintes au travers du mécanisme de la zone euro et des critères de Maastricht. Comment expliquer sinon un taux de chômage de 4 % en Allemagne et de 25 % en Grèce (autrement que par de flagrants stéréotypes nationaux) ?

En avril 1934, les militants de la classe ouvrière française ont marqué l'histoire en venant à bout du sectarisme des dirigeants de leurs partis social-démocrate et communiste, et en plaidant pour l'unité face au fascisme. C'est la stratégie du Front populaire du Komintern qui en a résulté. Aujourd'hui, nous n'avons

“

Le traité de Lisbonne incarne une vision de l'Europe qui est celle d'un marché libre non seulement pour l'Europe, mais aussi pour le reste du monde.

”

pas de Komintern, et ni l'Internationale socialiste ni le Parti socialiste européen (PSE) n'occupe des postes clés permettant d'agir stratégiquement.

Donc l'unité, comme au début des années 1930, devra se construire à partir de la base.

Le parti travailliste britannique peut en réalité faire penser à une sorte de « Front populaire », quelque part entre une ancienne gauche syndicaliste, une nouvelle gauche connectée influencée par l'écologie et les idées du mouvement autonome, et un centre-gauche fort mais désorienté. Dans ma section locale, je vois des personnes de toutes les ailes du parti travailliste faire des compromis pour

permettre au mouvement de continuer à avancer malgré les difficultés.

Si elles le font, c'est parce qu'il est avéré que l'unité fonctionne. L'unité autour d'un programme prudent axé sur des priorités qui, s'il est appliqué, mettra fin à l'ère néolibérale en Grande-Bretagne, s'attaquera aux inégalités et permettra de faire face au changement climatique.

Telle est la plateforme autour de laquelle la Social-démocratie européenne, la gauche radicale et la gauche des Verts devraient s'unir. Une croissance dirigée par l'État, la souveraineté technologique, la mise en place d'un important secteur non marchand et la fin des émissions de carbone.



> AUTEUR

Paul Mason est un écrivain et animateur spécialisé en économie et justice sociale.